



30/04/98

Monsieur E. Tomas
Secrétaire d'Etat de la
Région de Bruxelles-Capitale
chargé du Logement et du
Transport rémunéré des Personnes
avenue des Arts, 19, A-D
1000 Bruxelles

Votre lettre du

Vos références

Nos références

Annexes

29.209/II/PN
30.034/36/II/PN
JJP/RV

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

En sa séance du 30 avril 1998, la Commission permanente de Contrôle linguistique (CPCL), siégeant sections réunies, a consacré un examen à deux plaintes déposées contre l'asbl FESOCOLAB (Fédération des Sociétés coopératives de Logement de l'Agglomération bruxelloise), en raison des faits suivants:

- en date du 25 juin 1997, les statuts n'étaient pas encore publiés en néerlandais et il n'existe pas de traduction de la dénomination ou abréviation (cf. dossier 29.209);
- dans la publication au Moniteur belge des statuts traduits, le préambule est toujours établi en français et l'abréviation française reste maintenue (dossier 30.034/36).

Le plaignant demande l'application de l'article 61, § 8, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (LLC).

*
* *

Aux termes de l'article 1er, § 1er, 2°, des LLC, l'asbl FESOCOLAB est soumise aux dispositions des LLC (cf. avis 28.090/D du 24 octobre 1996).

Par lettres des 2 septembre et 10 octobre 1997, monsieur Muylle, administrateur de l'asbl en cause a signalé que les statuts étaient traduits en vue de leur publication au Moniteur belge et que le papier à lettres à en-tête néerlandais était désormais disponible.

La publication a eu lieu dans les annexes du Moniteur, le 8 janvier 1998.

La CPCL estime dès lors que la plainte du dossier 29.209 est recevable mais dépassée.

Le préambule de la publication au Moniteur belge concerne, d'une part, une modification des statuts de langue française, modification déjà incorporée au texte, et de l'autre, la dénomination, l'adresse, le n° d'identification et la mention "Modification aux statuts – Traduction des statuts".

L'abréviation figurant dans le texte néerlandais ne reflète pas la dénomination néerlandaise, mais la dénomination française.

La CPCL estime que la plainte est recevable et fondée quant aux éléments du préambule qui ne sont pas incorporés au texte néerlandais des statuts.

Quant au sigle (l'abréviation) FESOCOLAB, la CPCL renvoie à sa jurisprudence constante concernant les sigles, selon laquelle l'utilisation d'un sigle unique en néerlandais et en français peut être approuvée, à condition de faire l'effort de trouver une abréviation correspondant aussi à la dénomination néerlandaise.

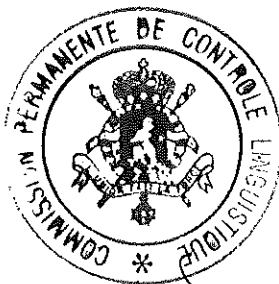
En la matière, la CPCL évoque cependant également la possibilité de considérer le sigle comme un nom autonome et légal dans les deux langues (ex. Sabena).

La CPCL vous invite à lui communiquer dans les deux mois à venir, la suite que vous réserverez au présent avis.

Quant à l'application de l'article 61, § 8, des LLC, la CPCL, à la lumière des données et de l'évolution du dossier, estime ne pas devoir faire usage de son droit de subrogation.

Copie du présent avis est notifiée à monsieur L. Tobback, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, ainsi qu'au plaignant.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'assurance de ma très haute considération.



Le président,

A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS